

Budget 2018: la jeunesse sacrifiée

Piketty ; Le Monde 12 octobre

Le débat sur le budget 2018 s'est jusqu'ici concentré sur la question des cadeaux aux plus riches. De fait, la suppression de l'ISF et les mesures en faveur des dividendes et des intérêts vont coûter plus de 5 milliards d'euros au budget de l'Etat.

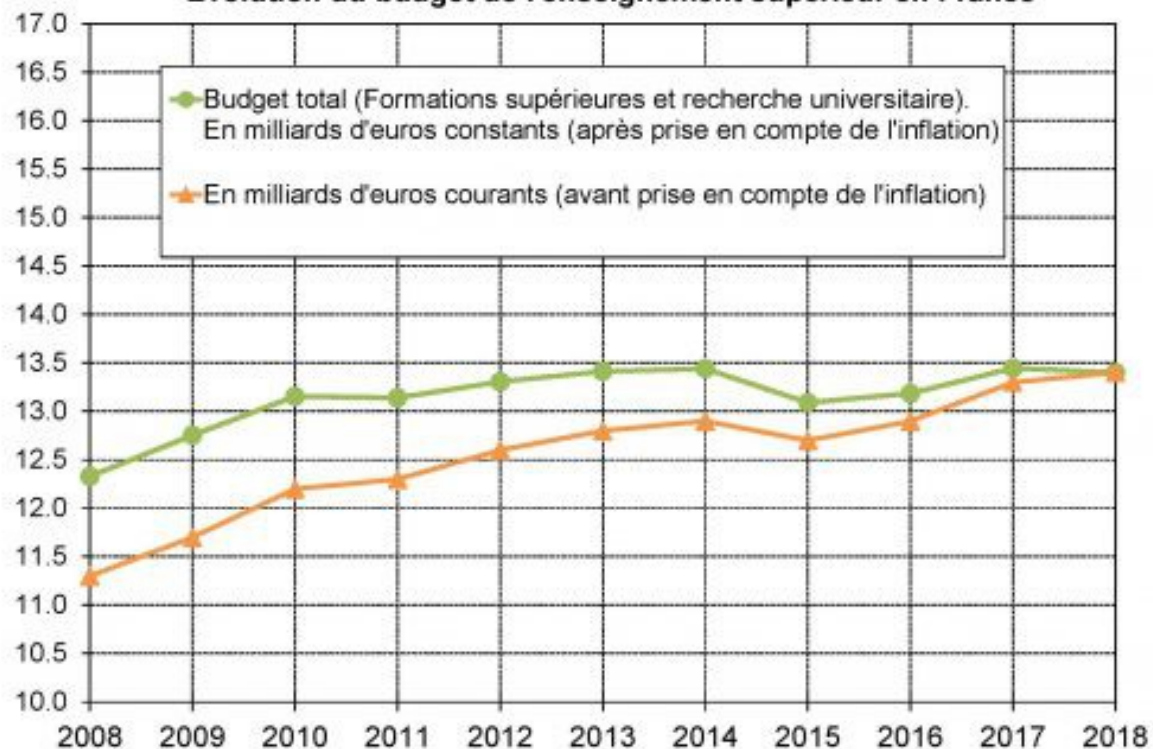
Mais il est important d'insister aussi sur le revers de la médaille, autrement dit sur les perdants du budget 2018, et en particulier sur le sacrifice de la jeunesse, à travers la chute de la dépense par étudiant dans l'enseignement supérieur. Cela me permettra également de préciser plusieurs points soulevés par des internautes au sujet de ma dernière chronique (« [Suppression de l'ISF: une faute historique](#) »).

Officiellement, le projet de loi de finances pour 2018 que vient de déposer le gouvernement affiche un chiffre en légère hausse pour le supérieur. Le budget du programme « Formations supérieures et recherche universitaire », qui regroupe la totalité des budgets de fonctionnement et d'équipement alloués à l'ensemble des universités françaises et des établissements d'enseignement supérieur, passera ainsi de 13,3 milliards en 2017 à 13,4 milliards d'euros en 2018 (voir [ici](#) le document budgétaire officiel déposé par le gouvernement, p.39).

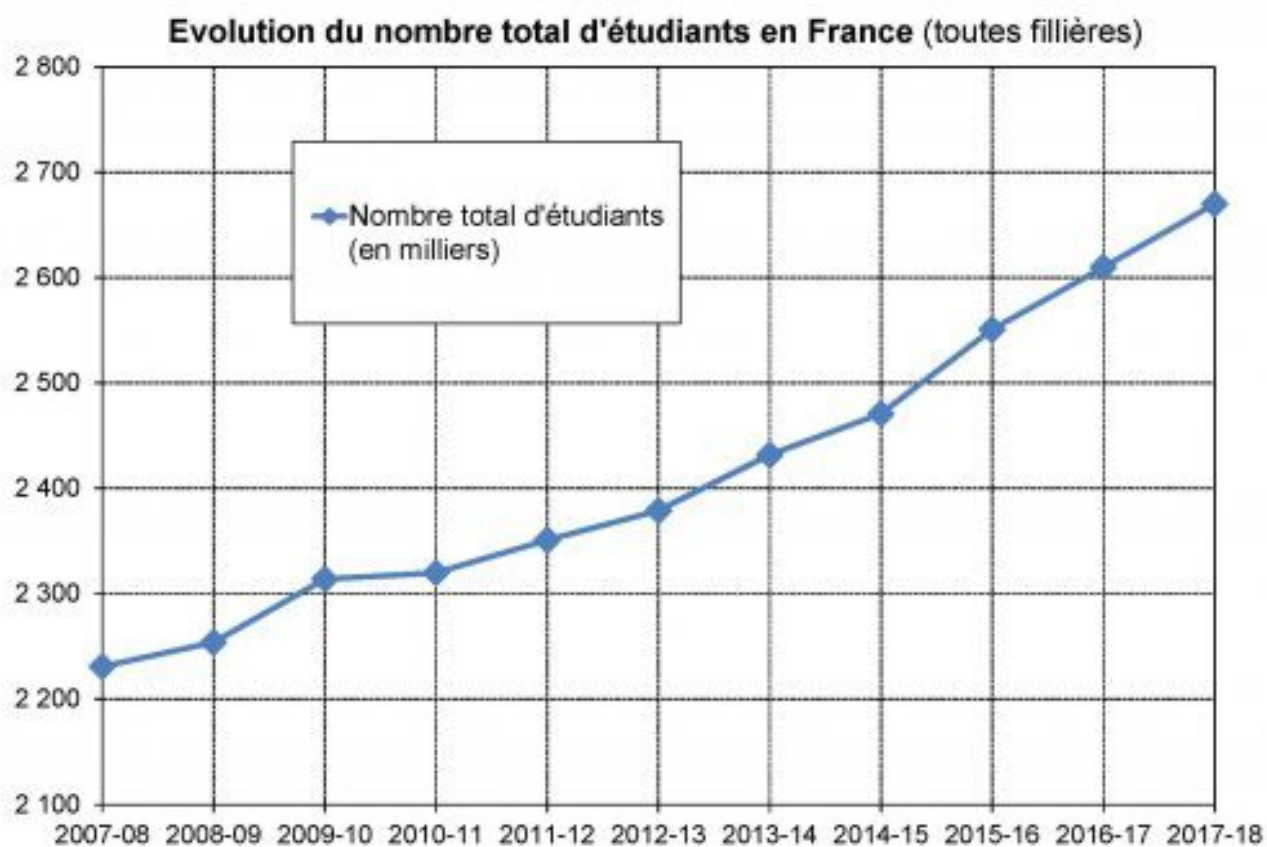
Si l'on reprend le fil des lois de finances présentées depuis 2008 par les gouvernements Sarkozy puis Hollande, on constate une stratégie de communication similaire: la hausse des budgets alloués à l'enseignement supérieur est minimale, mais on se débrouille généralement pour qu'elle soit légèrement positive. Au total, le budget nominal du programme « Formations supérieures » est ainsi passé de 11,3 milliards d'euros en 2008 à 13,4 milliards en 2018. Officiellement, l'honneur est sauf, l'université a été préservée!

Sauf qu'il s'agit d'un trompe l'oeil particulièrement grossier. Il faut d'abord prendre en compte la hausse des prix: même si elle est faible chaque année (elle sera d'environ 1% en 2017, et sans doute autant en 2018, ce qui est déjà plus élevé que la hausse de 0,1 milliard du budget nominal du supérieur proposée pour 2018), elle représente tout de même près de 10% sur 10 ans, ce qui suffit à absorber un peu plus de la moitié de la hausse nominale entre 2008 et 2018. Si l'on raisonne en euros constants, c'est-à-dire après pris en compte de l'inflation, alors on constate que le budget de l'enseignement supérieur est passé de 12,4 à 13,4 milliards d'euros en dix ans:

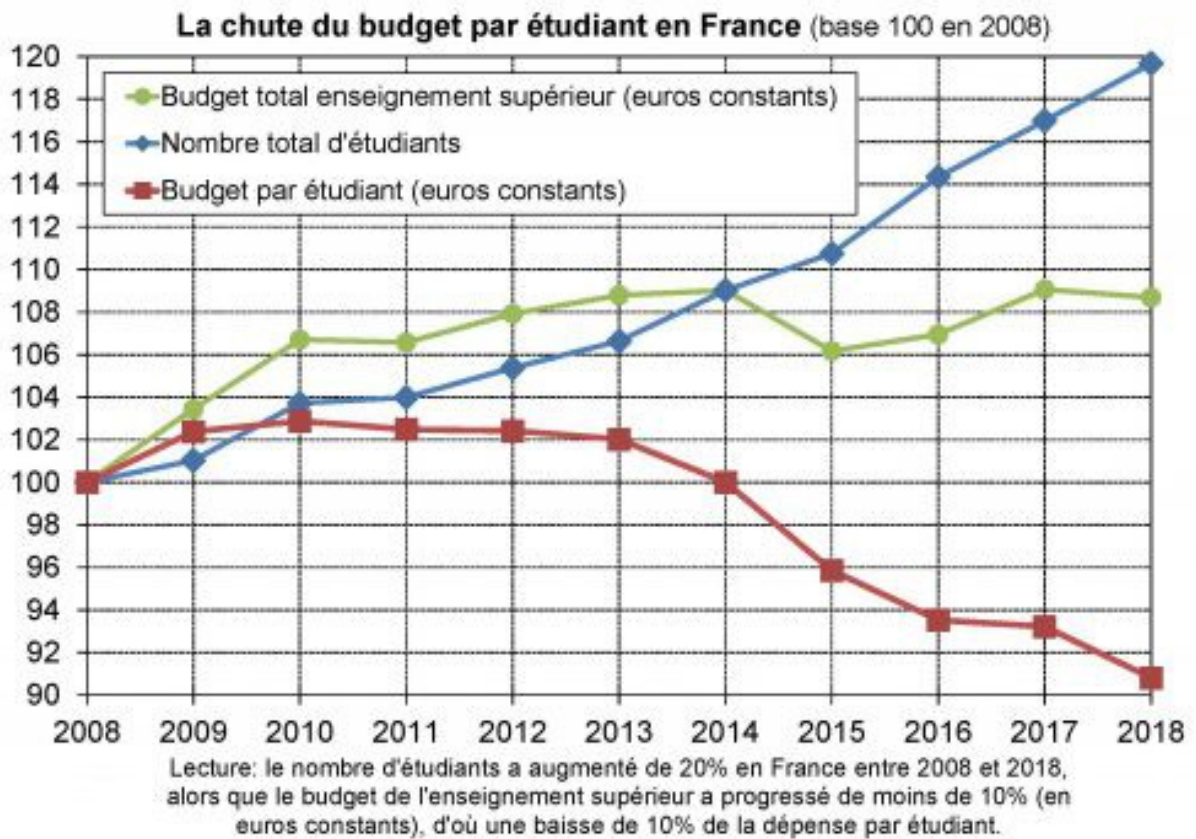
Evolution du budget de l'enseignement supérieur en France



De plus, et surtout, il faut prendre en compte la hausse considérable du nombre d'étudiants, qui est passé d'un plus de 2,2 millions en 2008 à près de 2,7 millions en 2018, soit une progression d'environ 20% (je me contente de reprendre ici les effectifs étudiants publiés par le Ministère et les prévisions pour 2017-2018):



Si l'on combine l'évolution du budget de l'enseignement supérieur (d'à peine 10% en euros constants) et celle du nombre d'étudiants (20%), alors la conclusion incontournable est que le budget par étudiant a chuté de près de 10% en France entre 2008 et 2018:



Disons le nettement: cette baisse est totalement anachronique et scandaleuse – et de surcroît en contradiction flagrante avec les discours européens officiels, qui proclament fièrement que l'objectif prioritaire de l'Europe est d'investir dans la formation et l'innovation, mais qui ne se soucient guère de vérifier si l'on se donne les moyens d'atteindre ces objectifs. Ce silence assourdissant contraste d'ailleurs singulièrement avec la capacité des institutions européennes à donner des leçons, des bons points et des mauvais points sur toutes sortes de réformes. Comment va-t-on devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » d'ici à 2020 (objectif proclamé par les dirigeants européens à Lisbonne en 2000, avec pour cible initiale l'année 2010, régulièrement décalée depuis), si l'on commence par réduire de 10% l'investissement par étudiant en France entre 2008 et 2018?

Précisons également que l'augmentation du nombre d'étudiants n'est évidemment pas un problème en soi, bien au contraire: elle traduit le dynamisme démographique français, et aussi le fait que la jeunesse cherche à se former de plus en plus, ce qui est une excellente chose. Le haut niveau de formation est ce qui a permis à la société et l'économie françaises de devenir [l'une des plus productives du monde](#), et cela doit continuer.

A condition toutefois d'y mettre les moyens, ce qui n'est absolument pas le cas actuellement. Notamment dans les universités, qui étaient déjà très mal dotées il y a dix ans, et où la situation s'est nettement détériorée depuis. Croit-on vraiment bien préparer l'avenir du pays avec une telle politique?

La responsabilité de cette triste situation est certes partagée par les gouvernements qui se sont succédés depuis 10 ans, et s'explique pour une bonne part par la [gestion calamiteuse par la pays de la zone euro de la crise 2008](#), qui a conduit à un véritable sacrifice de la jeunesse: chômage élevé et faible investissement dans l'avenir.

Il reste que le gouvernement actuel a une responsabilité particulière: d'une part parce qu'il est plus que temps de corriger le tir et de reconnaître les multiples erreurs commises depuis 2008; et d'autre part parce que le budget 2018 choisit de consacrer immédiatement 5 milliards d'euros de baisses

d'impôts les plus aisés, contre 0,1 milliard pour les universités et l'enseignement supérieur (immédiatement absorbés par l'inflation).

Quoi que l'on pense sur le fond de la baisse de l'ISF et de la flat tax (et [mon opinion personnelle qu'elle n'est absolument pas justifiée](#), compte tenu du fait que les hauts patrimoines financiers se portent très bien en France et ne manifestent aucune hémorragie fiscale), on ne peut qu'être frappé par la comparaison de ces deux chiffres, qui traduit un curieux sens des priorités.

Si le gouvernement avait choisi de consacrer ces 5 milliards à l'enseignement supérieur il aurait pu augmenter le budget 2018 de près de 40% (très exactement 37%: 5 milliards/13,4 milliards).

En y consacrant simplement la moitié, il aurait pu augmenter de près de 20% les budgets du supérieur, ce qui aurait suffi à annuler la baisse observée de 2008 à 2017, et même à assurer en 2018 un budget par étudiant environ 10% plus élevé qu'en 2008 – progression qui sur 10 ans n'aurait rien d'excessif, compte tenu de la relative pauvreté des universités françaises et des moyens observés ailleurs.

Pour résumer: en choisissant par idéologie de tout consacrer aux groupes les plus fortunés (qui en pratique appartiennent souvent aux groupes les plus âgés), le budget 2018 tourne le dos à la jeunesse et à l'avenir, alors que la priorité devrait être d'investir dans la formation et dans l'avenir.

Le plus triste est que notre enseignement supérieur aurait également besoin de réformes de fond trop longtemps différées: il faut réduire les écarts entre les universités et les grandes écoles, et il faut enfin [apporter de la transparence démocratique dans le fonctionnement du système d'affectation APB](#). Mais de telles réformes ne pourront être menées à bien que si l'on commence par mettre fin à la chute des moyens dans les universités. Si le gouvernement tente d'introduire de la sélection en plus de l'austérité (qui n'est qu'une autre forme de sélection par les moyens), alors il y a fort à parier qu'il se dirige droit dans un mur.

[\(toutes les séries de données, les liens vers les sources officielles sur les budgets et les effectifs étudiants, et les détails des calculs sont disponibles ici\)](#)